



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire

page 4 :

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE
GUINEEN CONTRE L'OPPRESSION
COLONIALE !

page 6 :

QUAND LE LAQUAIS TOMBALBAYE
SE FAIT PROGRESSISTE

page 8 :

RHODESIE : LE TERRORISME
MEURTRIER D'UN REGIME RACISTE

page 9 :

LIBERATION IMMEDIATE
DES MILITANTS DU MFM !

page 10 :

LA CONFERENCE D'ALGER

page 11 :

LUTTER CONTRE LE RACISME

page 13 :

PAS D'AUGMENTATION
AUX FOYERS AFTAM !

prix: 1 Franc

N° 8 — 30 septembre 1973

LA LEÇON TRAGIQUE DU CHILI VAUT AUSSI POUR L'AFRIQUE :

POUR VAINCRE,
LES TRAVAILLEURS
DOIVENT CONQUERIR
ET GARDER LES ARMES

Personne ne connaît exactement le nombre des travailleurs qui sont tombés, victimes de la terreur blanche exercée par l'armée au Chili depuis le début du coup d'Etat militaire. Ce que l'on sait, c'est que l'armée, secondée par la police et par les groupes fascistes, massacre systématiquement des militants, des syndicalistes, tous ceux qui résistent au putsch, tous ceux qui ne semblent pas assez dociles. On sait aussi que ceux qui ont échappé aux exécutions sommaires sont acheminés vers les camps de concentration ; que les prisons sont tellement pleines que l'armée parque des milliers de personnes dans des stades transformés en prisons à ciel ouvert.

Le but des militaires est clair. Ils veulent décimer les travailleurs, assassiner tous ceux qui pourraient cristalliser autour d'eux la résistance ouvrière, annihiler toute forme d'organisation ouvrière. Ils veulent en un mot faire en sorte que la classe ouvrière chilienne soit brisée pour des années.

Il ne peut pas y avoir un seul travailleur conscient, quelle que soit sa nationalité, qui ne soit solidaire des travailleurs chiliens victimes des mercenaires de la bourgeoisie.

Mais il ne suffit pas d'être solidaire, il faut comprendre comment ce qui est arrivé aux travailleurs chiliens leur est arrivé.

Ce qui s'est passé au Chili a montré, une fois de plus dans l'histoire du mouvement ouvrier et une fois de plus de façon tragique, que, pour vaincre, il ne suffit pas que les travailleurs soient plus nombreux que leurs ennemis les bourgeois, il ne suffit même pas qu'ils soient mobilisés. Il faut qu'ils désarment leurs ennemis, il faut qu'ils soient eux-mêmes armés.

L'armée chilienne compte moins de cent mille hommes. Bien moins que la masse des travailleurs qui se mobilisaient à l'occasion de manifestations de rues et encore moins que ceux qui avaient voté pour l'Unité Populaire dirigée par Allende. Mais cette armée était dirigée par un état-major, par une caste d'officiers foncièrement dévoués aux intérêts de la bourgeoisie, comme tous leurs semblables de tous les Etats bourgeois du monde. Et c'est cette armée qui possédait les armes, qui était organisée et préparée pour s'en servir.

Les travailleurs ne pouvaient remporter la victoire qu'à condition d'éloigner immédiatement cette menace sanglante suspendue au-dessus de leur tête, qu'à condition de mettre immédiatement hors d'état de nuire l'état-major et les officiers, qu'à condition de prendre leurs armes et de les garder. Les travailleurs chiliens ne l'avaient pas fait parce qu'ils étaient prisonniers de leurs propres illusions dans le gouvernement d'Unité Populaire qui prétendait défendre leurs intérêts par la voie légale, par l'action gouvernementale. Les travailleurs chiliens ne l'avaient pas fait parce qu'ils étaient trompés par les paroles douceuses d'Allende et de ses semblables.

Or, si Allende a pu faire des promesses aux travailleurs, et s'il en a tenues certaines, il a toujours refusé de toucher en quoi que ce soit à l'armée. Bien qu'il se proclamât "socialiste", il ne voulait pas toucher au principal rempart de l'ordre bourgeois, l'armée. Il ne le voulait pas justement parce que c'était un homme politique bourgeois, qui ne perdait pas des yeux ce qui était essentiel pour la bourgeoisie. Il préférerait plutôt mourir sous les coups de l'armée que s'y attaquer.

Le sanglant exemple chilien ne vaut pas seulement pour le Chili mais pour tous les travailleurs.

Combien d'hommes politiques africains qui sont dans l'opposition et qui demandent le concours de tout leur peuple, y compris des travailleurs, pour renverser les régimes pourris d'un Senghor ou d'un Ould Daddah se contentent de dénoncer les dictateurs et leurs serviteurs les plus proches, tout en laissant dans une obscurité confortable la question essentielle : après le renversement de ces régimes, qui aura les armes ? Or celui qui a les armes a aussi le pouvoir. Et ce n'est pas par hasard ; ces gens-là veulent peut-être remplacer les hommes à la tête de ces Etats, mais ils ne veulent pas toucher aux Etats eux-mêmes. Or ces Etats sont des instruments d'oppression contre les travailleurs, quelle que soit la composition des gouvernements, quel que soit le nom du chef de l'Etat.

Mais il y en a aussi d'autres, qui semblent plus radicaux encore, mais qui préparent également pour les travailleurs africains un avenir qui ressemble au présent des travailleurs chiliens. Ce sont les nationalistes les plus radicaux, qui se prétendent parfois marxistes, qui se disent souvent maoïstes, et qui tiennent aux travailleurs africains le langage suivant :

"Oui, il faut non seulement renverser les Bokassa et les Tombalbaye, mais il faut également balayer leurs armées et leurs polices corrompues et mettre à la place des armées populaires. Mais les travailleurs ne doivent pas, dans un premier temps — et dans l'intérêt de l'unité populaire, disent-ils —, affirmer leurs revendications propres, leurs objectifs propres, ils ne doivent pas s'organiser à part. La révolution doit se faire par étapes et, dans une pre-

mière étape, les travailleurs doivent faire bloc avec tous ceux qui veulent éliminer les régimes dévoués à l'impérialisme, y compris avec les bourgeois nationaux, avec la petite-bourgeoisie nationale. Et c'est seulement une fois les impérialistes boutés dehors que les travailleurs peuvent passer à la seconde étape de la révolution."

Mais quel sera l'Etat que ces gens veulent mettre en place ? Quelle garantie les travailleurs auront-ils qu'ils peuvent passer à la seconde étape de la révolution ? Autrement dit, qui aura les armes ?

Ceux qui refusent, par avance, aux travailleurs le droit de s'organiser à part et de s'armer en tant que tels, ceux qui veulent que les travailleurs confient leur sort à une armée "représentant toutes les classes nationales", ceux-là préparent de nouveaux jougs pour les travailleurs.

Le tragique exemple du Chili l'a rappelé : ceux qui ont les armes ont le pouvoir. Si les travailleurs veulent transformer les sociétés africaines dans un sens conforme à leurs intérêts et à ceux des paysans pauvres, il faut qu'ils conquièrent et gardent le pouvoir, il faut qu'ils refusent de confier à quiconque les armes qu'ils auront prises dans la lutte contre les régimes pourris en place. Sinon, ils auront tout au plus contribué à hisser au pouvoir une nouvelle caste de privilégiés.

LA PROCLAMATION DE LA REPUBLICQUE DE GUINEE-BISSAU

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE GUINEEN CONTRE L'OPPRESSION COLONIALE!

Depuis le 24 septembre, la République de Guinée-Bissau a été proclamée par une assemblée nationale tenue dans la région orientale du pays. Geste politique en premier, bien sûr, qui ne met pas en lui-même encore fin à la sale guerre coloniale que l'impérialisme portugais mène pour prolonger une domination haïe. Mais c'est en même temps la consécration du succès d'une longue lutte de guerrilla entamée il y a plus de douze ans déjà sous la direction du PAIGC regroupé autour d'Amilcar Cabral, assassiné au début de cette année.

Malgré 35 000 soldats, l'armée portugaise a renoncé depuis longtemps à contrôler l'ensemble du pays. Elle ne contrôle aujourd'hui qu'à peine le tiers du territoire, et elle sait qu'elle ne peut plus reconquérir le reste. Ce qui ne l'empêche pas d'utiliser l'aviation, la mitraille et les bombes pour tenter de terroriser la population des zones d'où elle avait été chassée ou, plus simplement, pour détruire ce qui peut l'être : récoltes, habitations, hôpitaux et écoles.

Malgré les méthodes de terreur utilisées, la domination coloniale du Portugal est condamnée à disparaître. Elle disparaîtra aussi bien de la Guinée-Bissau que des autres pays auxquels l'impérialisme portugais s'accroche par la force brute et la répression ignoble, comme en Angola ou au Mozambique, et où la lutte armée se développe également.

Evidemment, les dirigeants du PAIGC savent très bien que la proclamation de l'indépendance n'est pas encore l'indépendance et qu'il faudra encore des mois peut-être, sinon des années, de combat sans relâche pour que les troupes d'occupation soient définitivement chassées. Mais la proclamation de la République de Guinée-Bissau met au moins devant leurs responsabilités tous les dirigeants d'Etat qui pérorent sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et qui, en même temps, maintiennent les meilleures relations du monde avec le Portugal, quand ils ne lui fournissent pas directement les armes qui servent aux tueries perpétrées en Guinée ou dans les autres colonies.

Cette initiative, qui consacre une étape dans la lutte d'émancipation du peuple de Guinée-Bissau, n'a été rendue possible que parce que des milliers d'opprimés avaient choisi la lutte plutôt que la résignation, les sacrifices plutôt que l'humiliation. Elle n'a été possible que parce que ces milliers de combattants avaient trouvé la sympathie et le soutien de l'écrasante majorité de la population.

C'est précisément pour ces raisons également que la lutte d'émancipation en Guinée-Bissau a acquis une audience bien au-delà des frontières de ce petit pays. Certes, tous les opprimés d'Afrique ont regardé avec sympathie la lutte des opprimés de Guinée-Bissau et ils doivent apporter tout leur soutien au combat qui reste encore à mener jusqu'au départ définitif des colonisateurs portugais. Mais le programme et la direction que le PAIGC avait donnés à la lutte n'ouvrent aucune perspective devant la masse des travailleurs et des paysans pauvres africains qui, même lorsqu'ils vivent dans des Etats indépendants, subissent encore tout le poids de l'oppression et de l'exploitation. Ces masses doivent mener et gagner une toute autre lutte que celle qui se limite à la création d'un Etat national.

Pour pouvoir le faire, ils ont besoin d'une organisation qui se place dans le camp du prolétariat, par son programme, par ses buts, et qui fasse appel à tous les exploités d'Afrique, ceux des pays encore sous domination coloniale comme ceux des Etats indépendants. Le PAIGC, organisation nationaliste, n'est pas une organisation de ce type.

Quelles que puissent être cependant les limites que le PAIGC imprime à la lutte des opprimés de Guinée-Bissau, les révolutionnaires socialistes soutiennent entièrement cette lutte.

oOo

QUAND LE LAQUAIS TOMBALBAYE SE FAIT PROGRESSISTE

Dénonciation du colonialisme, déclarations incendiaires contre Jacques Foccart — l'homme qui, sans en avoir le titre, fait office de ministre des Colonies chargé des anciennes colonies africaines de la France —, furieuse campagne nationaliste, tout cela n'aurait rien de curieux si cela ne se passait au Tchad. Or c'est justement Tombalbaye, un des plus féroces dictateurs d'Afrique et en même temps — du moins jusqu'ici — un des plus plats valets de l'impérialisme français, qui s'illustre depuis quelques mois de cette manière.

Il avait commencé par effectuer de spectaculaires renversements d'alliances dans sa politique extérieure. Rupture des relations diplomatiques avec Israël, qui le fournissait jusque-là en armes et en conseillers militaires, et grande réconciliation avec les pays arabes pour commencer. Il continua en reconnaissant la Chine Populaire après l'avoir vilipendée pendant des années. Enfin, il a annoncé avec fracas son désir de quitter l'Organisation Commune Africaine, Malgache et Mauricienne (OCAM) mise en place par l'impérialisme français.

Puis, se déclarant résolument progressiste, il décida de faire chez lui une révolution culturelle et sociale, dont la tchadisation des noms de personnes et de villes est une des manifestations et la dénonciation des responsabilités des colons français et de Foccart une autre.

Mais tout progressiste qu'il se proclame, Tombalbaye n'en continue pas moins de se livrer à une répression féroce contre la révolte armée qui dure depuis des années dans le nord du pays ou même contre ceux qui ont de la sympathie pour les maquisards. Les prisons tchadiennes sont pleines à craquer, on ne compte plus les exécutions sommaires ou les morts "naturelles" suspectes dans les prisons. Devant la folie meurtrière du dictateur, il n'existe pas la moindre sécurité individuelle, pas même pour les ministres ou généraux dont certains viennent de rejoindre en prison ceux qu'ils avaient eux-mêmes contribué à envoyer auparavant.

Quant aux déclarations contre l'impérialisme français, elles n'empêchent pas Tombalbaye de continuer à bénéficier de l'aide militaire du gouvernement français pour réprimer la lutte armée du nord. Mais il faut croire que, depuis sa réconciliation avec la Libye — qui, jusque-là, aidait le FROLINAT et qui maintenant a pris ses distances vis-à-vis de cette organisation jouant un rôle dirigeant dans les maquis armés —, Tombalbaye se sent un peu moins isolé face à son opposition et moins à la merci de l'aide française. Suffisamment en tout cas, sinon pour prendre du champ par rapport à la France, du moins pour augmenter les enchères. Flirter avec d'autres pays que la France, se permettre quelques déclarations anti-colonialistes, rien de tel, pense-t-il sans doute, pour vendre ensuite un peu plus cher ses services. Et puis, on ne sait jamais, ces déclarations et la campagne de "tchadisation" lui permettront peut-être de regagner une petite popularité de combattant anti-colonialiste dont il ne pouvait vraiment pas se vanter jusqu'à présent.

Il reste que l'exemple du retournement de Tombalbaye illustre, jusqu'à la caricature, à quel point l'étiquette nationaliste, anti-colonialiste ou progressiste des dirigeants ne signifie pas grand-chose. Le même dirigeant peut, de plat valet avoué de l'impérialisme, un jour se transformer en vigoureux combattant en paroles de ce même impérialisme — ou vice versa. La comédie de Tombalbaye est tellement grosse qu'elle ne passera peut-être pas ; mais souvenons-nous que, si le cas de Tombalbaye est caricatural, au fond, le dictateur du Tchad ressemble à tous les dictateurs

qui président aux destinées des anciennes colonies françaises d'Afrique. Derrière le "progressisme" et l'"anti-colonialisme" le plus criards se cachent des calculs opportunistes de dirigeants soucieux de sauvegarder leur place, et soucieux également de préserver les intérêts des privilégiés sur lesquels ils s'appuient, contre leur peuple en premier lieu, et, éventuellement, dans une certaine mesure, contre l'impérialisme. Les travailleurs et les paysans pauvres n'ont en tout cas pas à faire confiance à ces gens-là, quels que soient leurs discours.

oOo

RHODESIE

LE TERRORISME MEURTRIER D'UN REGIME RACISTE

Le Parlement rhodésien vient d'adopter une loi infâme, bien à l'image de la terreur exercée par le régime de Salisbury pour perpétuer sa domination, et celle d'une minorité d'origine européenne — 5 % de la population — sur une écrasante majorité africaine. Désormais, toutes personnes ayant hébergé des maquisards ou qui, tout simplement, omettent de dénoncer aux autorités ceux qu'ils connaissent sont passibles de la peine de mort ou de la détention à vie.

Cette loi vient de s'ajouter à une série d'autres visant non seulement à écarter de toute vie politique, de toute participation, même formelle, aux affaires du pays la grande majorité de la population, mais encore à la terroriser, à lui donner le sentiment qu'elle ne peut rien contre l'oppression. La nouvelle loi ne fait d'ailleurs que légaliser un état de fait, l'armée engagée dans les opérations contre le maquis ne s'étant jamais gêné pour tuer comme bon lui semblait.

Mais le calcul sanguinaire du régime de Salisbury n'est pas seulement abject, il est aussi vain et inutile. Les méthodes de terreur de ce genre ne peuvent que retarder les échéances, mais pas les empêcher. Le régime sera détruit et le fait même qu'il soit obligé de prendre des mesures générales contre la population africaine, du genre de celles qu'il vient de prendre, montre que les maquisards rencontrent autour d'eux la sympathie et l'aide de la population. Que les sympathies deviennent plus actives et le régime sera balayé. En prenant des mesures de plus en plus ignobles, le régime ne fait qu'élever encore plus le mur de violence et de haine qui oppose les deux communautés et assume la responsabilité de toutes les violences, même les plus aveugles, qui risquent d'accompagner le jour où, enfin, les masses d'opprimés se libéreront.

LIBERATION IMMEDIATE DES MILITANTS DU MFM !

Le vendredi 28 septembre s'est ouvert à Tananarive le procès des soixante-quatre inculpés du MFM (Parti pour le pouvoir prolétarien), organisation d'extrême-gauche malgache. Les militants du MFM sont poursuivis pour "incitation à la haine du gouvernement" ou simplement pour "organisation d'une manifestation interdite". Au moment où nous écrivons, nous ne connaissons pas les peines qui seront requises, mais, étant donné la lourdeur des condamnations en premier jugement (de six mois avec sursis à deux ans de prison ferme), il y a tout lieu de penser que la justice de Ramanantsoa tentera de frapper fort.

C'est là une nouvelle manifestation des méthodes de répression utilisées par la dictature qui a pris le relai du régime haï de Tsiranana, qui s'est lamentablement effondré à la suite des manifestations de mai 1972.

L'UATCI est entièrement solidaire des victimes de la répression. Elle s'associe à la protestation de tous ceux qui dénoncent le procès intenté contre le MFM et qui réclament la libération immédiate de tous les inculpés et la fin de toute poursuite.

CONFERENCE D'ALGER :

LORSQUE DES TETES COURONNEES SE PRETENDENT DEFENSEURS DES PAUVRES

Même si un grand nombre de journeaux africains ont rendu compte en termes di-thyrambiques de la conférence au sommet des pays non alignés qui s'est tenue, au début de septembre, à Alger, la conférence n'avait guère d'autre intérêt que celui, pour bon nombre de chefs d'Etats africains, de se faire photographier en compagnie de certains "ténors" du non-alignement.

Certes, la conférence, qui réunissait, pour l'essentiel, les chefs des Etats dits du tiers-monde, prétendait parler au nom des pays pauvres, des pays sous-développés. On a pu ainsi entendre Indira Gandhi, chef du gouvernement indien, lancer un appel aux "compagnons de souffrance", les opprimés et les exploités des ex-colonies. On a pu entendre également discours sur discours sur l'égoïsme des grandes puissances et sur la nécessité pour les pays pauvres de se débarrasser de la tutelle de ces grandes puissances.

Oui, dans les pays que les chefs d'Etat de la conférence d'Alger prétendaient représenter, il y a des centaines de millions d'exploités et d'opprimés ; des centaines de millions d'hommes qui vivent dans la misère et le désespoir ; des centaines de millions qui connaissent la faim quotidienne avant de mourir de sous-nutrition. Des centaines de millions d'hommes qui revendiquent le droit à l'existence, leur droit à bénéficier des richesses accumulées, souvent sur leur dos, dans les riches pays capitalistes d'Occident.

Mais en quoi ces exploités et ces opprimés peuvent-ils être représentés par ce rassemblement chamarré de rois, de sultans, émirs, empereurs ou chefs d'Etat-dictateurs qui s'est retrouvé à Alger ?

Les émirs milliardaires du Golfe persique, l'empereur Haïlé Sélassié ou, à une plus modeste échelle, Houphouët-Boigny, Senghor, tous présents à la conférence, seraient-ils des "compagnons de souffrance" du paysan affamé du Sahel, de l'ouvrier de Dakar ou du chômeur indien mourant de faim ? C'est une sinistre farce !

Oui, les masses exploitées et opprimées des pays pauvres se libéreront de l'oppression et de la misère. Mais certainement pas sous la conduite de ces gens, qui n'invitent la souffrance de leurs peuples que par démagogie, ou pour obtenir quelques miettes supplémentaires de l'impérialisme. La libération des travailleurs des pays pauvres de l'exploitation et de l'oppression impérialistes passe par la victoire sur les privilégiés que les chefs d'Etat présents à Alger représentent.

LUTTER CONTRE LE RACISME

Un grand nombre de travailleurs africains avaient participé à la grève des travailleurs algériens, organisée par le MTA pour protester contre la vague de racisme qui a suivi le meurtre d'un chauffeur marseillais par un déséquilibré algérien. Il était effectivement juste de participer à cette grève. Le racisme nous concerne tous, et pas seulement parce que, en tant que travailleurs africains, nous avons à en souffrir trop souvent nous-mêmes. Mais aussi parce que, en tant que travailleurs tout court, nous devons contribuer à chasser cette peste des rangs ouvriers.

Dans la lutte contre le racisme, nous pouvons jouer notre rôle, et nous devons le faire. Non pas en opposant au racisme un autre racisme ; mais en montrant à ceux parmi les travailleurs français que nous côtoyons qui reprennent certains arguments racistes par stupidité ou par ignorance que, ce faisant, ils creusent la tombe de tous les travailleurs, y compris peut-être leur propre tombe. Parce que les hommes ou les partis politiques qui spéculent sur le racisme pour gagner de l'audience sont justement ceux qui sont les ennemis déclarés des travailleurs. C'est en spéculant sur ces sentiments bas que les Hitler sont arrivés au pouvoir, un pouvoir qui a coûté aux travailleurs allemands du sang, de la souffrance et l'écrasement. Les racistes, même si, par ailleurs, ils se déclarent tout à fait opposés au fascisme, contribuent à encourager la racaille fasciste, à lui donner la conviction qu'elle peut trouver du soutien et de l'appui même parmi les travailleurs.

Bien sûr, avec le racisme avoué — et combien de fois avons-nous à subir le racisme ouvert de certains chefs —, la discussion n'est pas de mise. La seule façon, sinon de le convaincre, du moins de le combattre efficacement est qu'il se sente isolé, qu'il sente qu'il se heurte au mépris des travailleurs, de tous les travailleurs. Il importe justement d'entraîner les travailleurs français également dans la réaction contre tout individu raciste dans l'atelier, chef ou pas. En particulier, nous pouvons et devons mettre les organisations politiques et syndicales de l'entreprise devant leurs responsabilités, en leur signalant les cas de racisme, en demandant leur intervention.

Au-delà du combat quotidien à mener contre le racisme reste la lutte pour le supprimer à jamais. Cette lutte est possible. Le racisme n'est pas inévitable, contrairement à ce que prétendent certains qui ne voient d'autre solution que d'opposer à un racisme blanc un racisme noir. Le racisme est le produit de la société capitaliste. C'est parce qu'il y a des riches et des pauvres, des exploités et des opprimés, et que les premiers vivent dans le mépris des seconds, que le mépris des opprimés d'une race ou d'une nationalité a pu se propager. C'est parce que la bourgeoisie des pays riches, comme la France, a utilisé y compris des travailleurs en service militaire dans des guerres coloniales où elle leur a inculqué le mépris de l'opprimé colonial que les sentiments racistes sévissent même parmi les travailleurs. Et, une fois les guerres coloniales finies, les bourgeois ont intérêt à ce que les travailleurs français exploités, mal payés, trouvent plus exploités qu'eux, qu'ils puissent rejeter sur les travailleurs émigrés des rancunes qu'ils devraient tourner contre les bourgeois.

On ne peut supprimer définitivement le racisme qu'en supprimant l'exploitation. Sinon il renaît et quand, faute de conditions, il ne peut opposer blancs et noirs, il peut très bien opposer des noirs contre d'autres. Le cas d'un pays africain comme le Libéria est connu : un profond racisme oppose les descendants des esclaves noirs d'Amérique revenus au pays qui détiennent les privilèges dans le pays aux membres des peuples autochtones.

C'est pourquoi, s'il est possible et nécessaire de combattre les cas de racisme partout où ils se manifestent et dès qu'ils se manifestent, la seule façon conséquente de lutter pour la disparition définitive du racisme, c'est de lutter pour la disparition de l'exploitation et du capitalisme.

CIRCULAIRE MARCELLIN-FONTANET

Une réglementation inadmissible

En juin dernier, le ministre Gorse avait donné comme dernier délai la date du 30 septembre pour les travailleurs émigrés en situation irrégulière par rapport à la circulaire Fontanet-Marcellin régularisent leur situation. Depuis, ce délai a été repoussé au 31 octobre.

Cette circulaire aggrave considérablement la précarité de la situation des travailleurs émigrés qu'elle concerne. (Pour l'instant, elle ne concerne pas les travailleurs émigrés ressortissant de certains pays, notamment ceux d'Afrique occidentale.) Elle rend les travailleurs émigrés dépendant, plus encore que dans le passé, de leur patron d'une part, et de l'administration et de la police de l'autre.

En quoi consiste cette circulaire ?

Désormais, la carte de séjour, nécessaire pour rester en France, est strictement liée à la carte de travail et a la même durée de validité. Celui qui n'a plus sa carte de travail n'a plus de carte de séjour non plus et peut donc être expulsé du jour au lendemain. Or, pour obtenir sa carte de travail, ou pour la renouveler, le travailleur émigré doit avoir un contrat de travail ; il doit avoir un certificat prouvant que son employeur ne l'a embauché qu'une fois vérifié qu'aucun travailleur français ne postulait le même emploi ; enfin, il doit présenter une fiche de logement établie par son employeur prouvant qu'il est logé.

Ainsi donc toute la réglementation vise à faire en sorte qu'un travailleur émigré, dès qu'il ne trouve pas de travail, puisse être expulsé quasi automatiquement. C'est de cette façon-là que le gouvernement envisage de combattre le chômage : en refoulant les chômeurs émigrés.

De surcroît, la première année d'entrée, on ne donne même pas de carte de travail au travailleur émigré. C'est son contrat de travail qui en fait office. Autrement dit, il suffit que son employeur décide de rompre le contrat de travail pour que le travailleur puisse être expulsé. Cela signifie que, surtout, pendant cette première année, le travailleur émigré est livré pieds et poings liés à son employeur.

Enfin, comme c'est la préfecture qui instruit les dossiers de régularisation — et ce sont souvent les commissariats qui les remplissent —, les travailleurs émigrés sont livrés à toutes les tracasseries, à toutes les injustices policières.

C'est une législation inadmissible. Même si, formellement, elle ne concerne pas les travailleurs d'Afrique occidentale, nous devons nous associer à toutes les protestations, à toutes les actions visant à son abolition. Par solidarité, bien sûr. Mais aussi parce que nous savons que, lorsque les tracasseries et contrôles policiers se multiplient à l'égard d'une catégorie de travailleurs émigrés, toutes les autres en subissent les retonnées. Et, enfin, parce qu'il est préjudiciable et nuisible aux intérêts de l'ensemble des travailleurs, émigrés ou pas, qu'une partie d'entre eux soit régie par des lois d'exception, qui rendent leur situation plus précaire et qui rendent plus difficile leur participation aux luttes. Cette attaque contre une partie des travailleurs les affaiblit tous. Il faut combattre la circulaire Marcellin-Fontanet.

PAS D'AUGMENTATION AUX FOYERS AFTAM

Dans trois foyers de travailleurs africains, à Montreuil, les locataires se sont mis en grève des loyers parce que l'AFTAM a décidé une augmentation générale à partir du mois d'août sous prétexte que le SMIC a augmenté.

Au 24, rue Roche Brûne, le loyer passe de 90 à 100 F par locataire. Vraiment l'AFTAM ne manque pas de culot de vouloir augmenter les loyers quand on sait que, dans ce foyer, les locataires sont entassés à six dans de petites chambres. Pour plus de deux cents personnes, il n'y a qu'une seule salle à manger et ceux qui habitent au cinquième étage sont obligés de descendre au rez-de-chaussée pour manger.

Au 18, rue Bara, l'AFTAM veut augmenter le loyer de cinq francs par personne. Ici les conditions de logement ne sont pas meilleures. Les travailleurs qui y habitent sont de six à huit par chambre. Pour un foyer de quatre cents personnes, il n'y a qu'une salle à manger. En plus de cela, l'AFTAM se permet d'interdire les visites à tout européen sans autorisation du gérant. Bien sûr, ces messieurs de la police, eux, peuvent entrer n'importe quand sans autorisation du gérant.

Au 18, rue Hayeps, l'AFTAM envisage la même augmentation pour des conditions de logement encore pires. Là, certains locataires habitent dans des salles communes par plusieurs dizaines...

En tout cas, les conditions de logement de nos camarades des foyers AFTAM sont déplorables. Cette dernière n'envisage jamais d'améliorer nos conditions de vie avant de tenir compte de l'augmentation du SMIC.

De toute manière, les locataires n'ont pas l'intention de se laisser faire ; ils ont constitué des Comités de locataires, ils s'organisent pour lutter contre l'augmentation de loyer. Ils ont raison de le faire. Il ne faut pas oublier que c'est par leur mobilisation et leur détermination qu'au 24, rue Roche Brûne, les locataires avaient obligé l'AFTAM à exclure un gérant raciste. Encore une fois, par leur détermination et leur mobilisation, les locataires des foyers AFTAM à Montreuil peuvent faire reculer la direction.

Seule la lutte paie !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge ; qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas ; qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmanes, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples et pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le lui prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner eux-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'ils puissent eux-mêmes partir à la conquête du pouvoir.